

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 15 (1906)
Heft: 15

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

N° 15.

Abonnement

Für die Schweiz:
 1 Monat Fr. 1.25
 3 Monate „ 3.—
 6 Monate „ 5.—
 12 Monate „ 8.—

Für das Ausland:
 (inkl. Portozuschlag)
 1 Monat Fr. 1.50
 3 Monate „ 4.—
 6 Monate „ 7.—
 12 Monate „ 12.—
 Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:

7 Cts. per 1 spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt.
 Vereins-Mitglieder bezahlen 3 1/2 Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.



Organ und Eigentum des
 Schweizer Hotelier-Vereins.

15. Jahrgang | 15^{me} Année

Erscheint Samstags.
 Parait le Samedi.

Organe et Propriété de la
 Société Suisse des Hoteliers.

Rédaction und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel. * TÉLÉPHONE 2406. * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; K. Achermann. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

N° 15.

Abonnements

Pour la Suisse:

1 mois . Fr. 1.25
 3 mois . „ 3.—
 6 mois . „ 5.—
 12 mois . „ 8.—

Pour l'Etranger:

(inclus frais de port)
 1 mois . Fr. 1.50
 3 mois . „ 4.—
 6 mois . „ 7.—
 12 mois . „ 12.—

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Annonces:

7 Cts. par millimètre-ligne ou son espace. Rabais en cas de répétition de la même annonce.

Les Sociétaires payent 3 1/2 Cts. net p. millimètre-ligne ou son espace.

An die tit. Mitglieder,

die jeweiligen den Sommer über ihren Wohnort wechseln, richten wir hiemit die höfliche Bitte, uns rechtzeitig zu benachrichtigen, damit die regelmässige Zustellung des Vereinsorgans keinen Unterbruch erleidet.
 Die Expedition.

MM. les Sociétaires

qui, pendant l'été, changent leur domicile, sont priés d'en aviser à temps notre bureau, afin d'éviter des irrégularités dans l'expédition de l'organe social.
 L'Administration.

Extrait du procès-verbal

de la séance du Comité

et de la

deuxième assemblée extraordinaire

du

Conseil de surveillance

du 29 mars 1906

à l'Hôtel Bellevue à Zurich.

Séance du Comité

le matin à 10 1/2 heures.

Sont présents:

MM. F. Morlock, Président;
 „ J. Boller, Vice-président;
 „ C. Kracht, Membre adjoint;
 „ O. Amsler, Secrétaire.

Excusés: M. F. Wegenstein, pour cause de maladie; et M. E. Macclin, pour cause de service militaire.
 Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

Délibérations.

1. Bureau de propagande. Le principal objet à l'ordre du jour de cette séance consiste en la discussion sur le rapport de MM. J. Tschumi, O. Hauser et Dr. O. Töndury, concernant leurs tractations avec la Direction générale des chemins de fer fédéraux au sujet d'une action commune de propagande. Le rapport s'exprime en général et dans le détail, d'une façon très avantageuse sur le résultat des négociations, si bien que le Comité se réserve uniquement d'interpeller la Commission sur deux points qui n'ont pas trait à l'entente, et qu'il s'en rapporte au Conseil de surveillance pour terminer l'accord.

On soumettra au Conseil de surveillance, en l'appuyant, l'offre qui est faite par un professeur de Vienne d'organiser des soirées de projections lumineuses de vues suisses.

2. Examens d'apprentis cuisiniers. Au sujet de cette question, le comité revient sur sa décision d'introduire un nouveau système (qui consistait à placer l'apprenti 8 à 10 jours dans un autre hôtel et à faire passer l'examen par le chef et le patron) et résout la question de la manière suivante: La section suisse de la Société internationale des cuisiniers, qui a pressenti la Société des hôteliers au sujet de cette innovation dans l'examen de ses sociétaires-apprentis, est invitée à composer un règlement, un questionnaire et un modèle de diplôme, tout à fait distinct de la pratique actuellement en usage, et de les communiquer à la Société des hôteliers. Si les expériences pratiques démontrent qu'une amélioration du système en vigueur est possible, on entreprendra la rédaction d'un règlement et d'un

questionnaire uniformes, qui seront employés pour tous les examens. En attendant, ce seront les mêmes experts de la Société des hôteliers fonctionnant pour les examens de l'Union Helvétique qui fonctionneront pour les examens des apprentis de la Société internationale des cuisiniers, et cette dernière désignera également deux experts. Le Comité espère que par l'arrangement ci-dessus la question des examens d'apprentis cuisiniers pourra être considérée comme tranchée en principe.

3. Voyages d'affaires. Le secrétaire fait ressortir qu'il lui paraît nécessaire de visiter de nouveau certaines régions de la Suisse fréquentées par les étrangers. Il y a 5 ou 6 ans il n'y avait guère d'hôtels qui ne lui fussent connues du haut en bas, mais depuis lors il y a eu dans plusieurs cantons une telle augmentation ou transformation de constructions, qu'il ne se trouve plus suffisamment orienté et informé, ce qui est préjudiciable non-seulement à la rédaction de l'organe de la Société, mais peut nuire aussi à l'exactitude du Guide des hôtels, ainsi qu'aux travaux de statistique du Bureau. Il s'agit en particulier des cantons des Grisons, du Tessin, de l'Oberland bernois, de localités sur les bords du lac Léman et du canton du Valais. Le Comité se déclare d'accord avec cette proposition.

Séance levée à midi et demi.

Deuxième assemblée extraordinaire

du

Conseil de surveillance

à 2 heures de l'après-midi.

Sont présents:

Du Cercle I: MM. J. Tschumi, Ouchy.
 Excusé: „ A. R. Armleder, Genève.
 Du Cercle II: MM. J. Schieb, Berne.
 Excusés: „ J. Huber, Soleure;
 „ E. Strübin, Interlaken.

Du Cercle III: MM. E. Cattani, Engelberg;
 „ O. Hauser, Lucerne.
 Excusé: „ A. Bon, Rigi-Feld.

Du Cercle IV: MM. W. Hafen, Baden;
 „ C. Kracht, Zurich.
 Excusé: „ F. Wegenstein, Neuhausen.

Du Cercle V: MM. R. Mader, St.-Gall;
 „ L. Kirchner, Coire;
 „ Dr. O. Töndury, Tarasp.

Du Cercle VI: MM. Dr. A. Seiler, Zermatt.
 Du Cercle VII: MM. F. Lombardi, Airolo.
 Excusé: „ C. Reichmann, Lugano.

Du Comité: MM. F. Morlock, Président;
 „ J. Boller, Vice-président;
 „ O. Amsler, Secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière assemblée extraordinaire est adopté.

Ordre du jour:

Entente avec la Direction générale des Chemins de fer fédéraux au sujet d'une action de propagande commune à l'étranger. Il est donné communication du texte imprimé des négociations qui ont eu lieu entre les trois membres de la Commission et M. Dubois, Directeur général des Chemins de fer fédéraux, ainsi que de leur résultat, et M. Tschumi, au nom de la Commission, fournit à ce sujet toutes les explications nécessaires. La votation du projet a lieu article par article, et l'acceptation de l'accord est adoptée à l'unanimité, son adoption sera également recommandée à la prochaine assemblée générale.

En ce qui concerne les fonds, il sera nécessaire de faire une modification aux statuts, permettant d'obtenir des sociétaires une coti-

sation annuelle et applicable exclusivement à la propagande à l'étranger. Dans le même but, il sera prélevé annuellement 20,000 fr. sur la caisse de la Société.

Pour l'administration des opérations de la propagande il est prévu un comité dans lequel chaque arrondissement sera représenté; de comité seront désignés 3 membres qui seront chargés des rapports de la Direction générale des Chemins de fer suisses.

L'accord avec la Direction générale des Chemins de fer fédéraux, qui sera soumis à la ratification de l'assemblée générale, sera imprimé et remis aux sociétaires en même temps que le rapport annuel. Le Comité est chargé de préparer, à l'intention du Conseil de surveillance, les modifications statutaires et les autres propositions se rapportant à cet objet.

Imprévu.

1. La question de savoir si au cas où le Guide des Hôtels sera épuisé, il en sera fait une nouvelle impression en vue de l'exposition de Milan, n'a pas été tranchée pour le moment.

2. L'offre d'un professeur de Vienne concernant les séances de projections lumineuses sur la Suisse, doit être transmise au Bureau de publicité des C.F.F., en l'appuyant.

Séance levée à 5 heures.

Le Président: F. Morlock.

Le Secrétaire: O. Amsler.

Eine coulante Firma.

Im „Luzerner Tagblatt“ vom 7. ds. steht zu lesen:

Ausstellung in Mailand. Die Firma Max Frank & Cie. in Mailand hat die gesamte Reklame in der Ausstellung gepachtet. Industrielle und andere Interessenten mögen sich an diese sehr vertrauenswürdig Firma wenden. Dieselbe hat dem Luzerner Verkehrsverein in liebenswürdiger Weise die Auflage der Frequenzstatistik ohne weitere Kosten gestattet.

Wir sind in der Lage, auch ein Liedchen zu singen auf die Firma Max Frank & Cie., aber es klingt dieses Lied, wie aus nachstehenden Tatsachen hervorgeht, um einige Oktaven tiefer. Im Herbst vorigen Jahres hatte die Generaldirektion der schweiz. Bundesbahnen die Initiative ergriffen, um die Mailänder Ausstellung zu Propagandazwecken für die Schweiz zu benutzen. Auf erfolgten Appell hin schlossen sich diesem Vorgehen an: die Gotthardbahn, die Rhätische Bahn, die Nebenbahnen, die Bergbahnen, die Dampfschiffgesellschaften, der Verband schweiz. Verkehrsvereine und der Schweizer Hotelier-Verein.

Das Resultat der gemeinsamen Verhandlungen war die Gründung eines Verkehrsbureaus in der Schweizerabteilung der Ausstellung. Das für den dortigen Vertrieb bestimmte Reklamematerial, Broschüren etc., wurde einer genauen Prüfung unterzogen, um möglichst nur erstklassiges Material zur Verteilung zu bringen, und es wäre soweit alles seinen geregelten Weg gegangen, um auf die Eröffnung hin bereit zu sein; doch das Schicksal, in Gestalt der Firma Max Frank & Cie., hatte es anders gewollt.

Am 15. März fand im Publikitätsbureau der S. B. B. im Beisein des Sekretärs des Verbandes der schweizerischen Verkehrsvereine, sowie des künftigen Leiters des Auskunftsbureau in Mailand, eine längere Besprechung mit Herrn Max Frank statt. Herr Frank wies ein Schreiben des Präsidenten des Ausstellungskomitees vor, das erklärte, es sei dem schweizerischen Auskunftsbureau nicht gestattet, Propagandamaterial zu verteilen, das Annoncen enthalte.

Man wies darauf hin, dass die in diesem Propagandamaterial enthaltenen Annoncen keineswegs im Hinblick auf die Ausstellung in Mailand gemacht worden seien, somit werde es den Interessen der Firma Max Frank & Cie. keinen Eintrag tun, indem das Vorhandensein einer Annonce in einer der zur Verteilung gelangenden Broschüren den betreffenden Inserenten nicht hindern werde, dem Hause Frank & Cie. einen Annoncenauftrag zu erteilen, sofern dies irgendwie in seinem Interesse liege. Herr Max Frank bestritt dies und vertrat gegenteils die Ansicht, dass gerade die Verteilung der Broschüren im schweizerischen Auskunftsbureau in Mailand einzelne Interessenten von einer Auftragserteilung an die Firma Max Frank & Cie. zurückhalte.

Nach mehrstündigen Auseinandersetzungen liess sich Herr Frank soweit herbei, dass sämtliche vorliegende Material der Verkehrsvereine, des Hoteliervereins und einiger Bergbahnen durchzulassen, unter der Bedingung, dass bei ihm für Fr. 1000 Reklamen subskribiert werde. Dagegen erklärte er bestimmt, das Material der Gotthardbahn, der Rhätischen Bahn und der Vitznau-Rigi-Bahn nicht zulassen zu können, da diese drei Gesellschaften ihm keinerlei Reklamenaufträge zugewiesen hätten. Die Generaldirektion der schweizerischen Bundesbahnen lehnte das Ansinnen dieser Exklusivität entschieden ab, da sie die Interessen aller Beteiligten zu wahren habe. Sie erklärte sich jedoch bereit einen weitem Betrag von Fr. 500, der ebenfalls in Reklamen aufgewendet würde, auf sich zu nehmen, falls die Firma Max Frank das sämtliche Material ohne jede Restriktion unbeantstandet passieren lasse.

Herr Max Frank bestand jedoch auf seinem Schein, erklärte die offerierte Summe für ungenügend und suchte einen grösseren Auftrag zu erzwingen. Im Hinblick auf das Einnahmehudget des Auskunftsbureau war es jedoch nicht möglich, weiter zu gehen, und man bezeichnete die Summe von Fr. 1500.— als äusserstes Zugeständnis.

Herr Max Frank erklärte hierauf, er werde sich die Sache überlegen und bis Donnerstag den 22. März der S. B. B. Antwort zuschicken lassen.

Auf genannten Tag lief keine Mitteilung ein; dagegen teilte der schweizerische Generalkommissär der Internationalen Ausstellung in Mailand, Herr Ständerat R. Simen, mündlich mit, dass die Firma Max Frank & Cie. beim Ausstellungskomitee Protest eingelegt habe gegen die Verteilung von Reklamematerial mit Annoncen im schweizerischen Auskunftsbureau während der Ausstellung. Gestützt auf ihren Konzessionsvertrag verlange sie, dass das Ausstellungskomitee im genannten Auskunftsbureau keine Broschüre, kein Dépliant, keinen Taschenkartenplan etc. zur Verteilung zulasse, sofern dieselben irgendwelche bezahlte Annoncen oder überhaupt Reklame enthielten für Interessen, die nicht diejenigen des Herausgebers der Publikation seien.

Gestützt hierauf wurden die Vertreter der interessierten Kreise auf den 4. April nach Bern berufen, um zu beraten, in welcher Weise das Hindernis beseitigt werden könnte. Selbstverständlich konnte die Frage sich nur darum drehen, wie dick man das Plättchen auf die Frank'sche Wunde aufzulegen gedanke; man einigte sich schliesslich auf Fr. 2500.—, teilte diese Offerte der Firma Frank telegraphisch mit, mit dem Bemerkung, dass dieselbe nur bei bedingungsloser Freigabe des Propagandamaterials gültig sei. Man glaubte nun, mit dieser Offerte auf etwelche Coulanz seitens der Firma rechnen zu können. Weit gefehlt. Bei den Kindern Israels kommt eben der Appetit beim Essen; so auch hier. Die Firma deponierte, dass sie die offerierten Fr. 2500 akzeptierte, jedoch ohne dass dafür irgendwelche